

# **VEILLE RÉGLEMENTAIRE**

## **Sécurité des personnes**

### **Fiche VRE.19**

#### **Ambiance des lieux de travail**

#### **Bruit, aération, éclairage**

#### **température**

Code du Travail Articles R4212-1 à R4212-7, R4213-1, R4213-4 à R4213-9, R4431-1 à R4437-4

Code du Travail Articles R4222-1 à R4222-26, R4212-1 à R4212-7, R4412-54 et R4412-58

Code du Travail Article R4223-1 à Article R4223-15

Code du travail Article L. 4163-1

Circulaire du 11 avril 1984 relatif à l'éclairage des lieux de travail, JO du 11 mai 1984

Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail  
pouvant être prescrit par l'inspecteur du travail

Décret n° 2006-892 du 19 juillet 2006 qui a transposé la directive européenne 2003/10/CE.

Arrêté du 30 janvier 2012 modèle de fiche de prévention des expositions au bruit (abrogé)

Arrêté du 14 janvier 2019 Conditions de mise sur le marché des produits introduits dans les  
installations utilisées pour le traitement thermique des eaux destinées à la consommation humaine

## **1. Le bruit**

### **1.1 Généralités**

Le cadre réglementaire de la prévention des risques liés à l'exposition au bruit est identique à celui de tout autre risque. La prévention des risques professionnels s'appuie sur une démarche dont les principes généraux sont édictés par le Code du travail (article L. 4121-2).

- Éviter les risques ;
- Évaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Agir sur les conditions et l'organisation du travail (choix des équipements, des procédés, des substances...) ;
- Former et informer les salariés sur les risques et leur prévention ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

1/10

- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

L'évaluation des risques liés au bruit passe par une évaluation et, si nécessaire, un mesurage des niveaux de bruit auxquels les travailleurs sont exposés. Elle a pour objet de déterminer des indicateurs de risques, principalement niveau d'exposition sonore quotidienne exprimé en dB(A) et niveau de pression acoustique de crête qui correspond à des bruits intenses mais courts et de décider des mesures de prévention appropriées

**« L'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible ».**

Si les travailleurs sont exposés à un bruit supérieur à 85 dB(A) au sein des locaux, il est nécessaire de :

- Réduire le bruit à la source :
  - Concevoir des machines silencieuses ;
  - Informer sur le niveau sonore des machines.
- Insonoriser dès leur conception les locaux où seront installés des équipements de travail susceptibles d'exposer les travailleurs à un niveau sonore quotidien supérieur à 85 dB(a) :
  - réduire la réverbération ;
  - limiter la propagation du bruit vers les autres locaux.
- Réduire le bruit dans les locaux :
  - Mettre en œuvre les principes généraux de prévention ;
  - Diminuer le niveau sonore dans les locaux de travail ;
  - Utiliser les locaux conformément à leur destination ;
  - réduire la réverbération du bruit sur les parois des locaux si cela est conséquent sur l'exposition des travailleurs ;
  - limiter la propagation du bruit vers les autres locaux occupés par les travailleurs.

Voici le tableau des valeurs limites d'exposition professionnelle :

	Niveau d'exposition quotidienne au bruit	Niveau de pression acoustique de crête	Mesures de prévention
Valeurs limites d'exposition (VLE)	87 dB(A)	140 dB(C)	Dans cette situation, le port de protections auditives (donc de l'atténuation du bruit) est déjà pris en compte
Valeurs d'exposition supérieures (VAS)	85 dB(A)	137 dB(C)	Signalisation appropriée, limitation d'accès (si techniquement faisable), port de protections auditives, surveillance médicale renforcée
Valeurs d'exposition inférieures (VAI)	80 dB(A)	135 dB(C)	Mise à disposition de protections auditives, examen audiométrique possible (à la demande du travailleur ou du médecin du travail), formation sur le bruit obligatoire

*\* en tenant compte de l'atténuation liée au port éventuel de protecteurs individuels contre le bruit (PICB).*

- **Valeur d'exposition inférieure déclenchant l'action (VAI) :** c'est le seuil le plus bas ; il déclenche les premières actions de prévention ;
- **Valeur d'exposition supérieure déclenchant l'action (VAS) :** c'est le 2<sup>ème</sup> seuil ; des actions correctives doivent être mises en œuvre ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

2/10

- **Valeur limite d'exposition (VLE)** : ce 3<sup>ème</sup> seuil ne doit être dépassé en aucun cas. A la différence des seuils précédents, il prend en compte l'atténuation du bruit apportée par les protecteurs individuels.

Ces mesures de prévention sont prises en tenant compte des progrès techniques.

Ces valeurs d'exposition correspondent à des valeurs quotidiennes. Elles peuvent correspondre aux valeurs hebdomadaires si c'est valablement justifié à l'inspecteur du travail et si l'activité est caractérisée par une variation non négligeable de l'exposition au bruit lors de la journée de travail. Si la valeur limite d'exposition est dépassée, il n'est pas possible de substituer la valeur quotidienne avec la valeur hebdomadaire.

## 1.2 Evaluation des risques d'exposition au bruit

L'évaluation des risques est obligatoire. Cette évaluation a pour but :

- de déterminer le niveau d'exposition quotidienne au bruit, le niveau d'exposition hebdomadaire et le niveau de pression acoustique de crête ;
- de constater si les niveaux ont été dépassés par rapport aux valeurs du tableau ci-dessus.

Il n'est plus obligatoire d'établir une fiche individuelle d'exposition pour toute personne exposée à plus de 85 dB(A). Les expositions sont maintenant à déclarer par l'employeur. Ne sont concernées que les **expositions au-delà des seuils réglementaires, appréciées après application des mesures de protection collective et individuelle**.

**À noter** : les **données déclarées** restent confidentielles. Dès lors, les informations contenues dans la déclaration ne peuvent pas être communiquées à un autre employeur auprès duquel le travailleur sollicite un emploi (article L. 4163-1 du Code du travail).

La déclaration s'effectue de manière **dématérialisée**, par le biais de la déclaration sociale nominative (**DSN**).

## 1.3 Mesure des niveaux de bruit

La mesure des niveaux se fait si le risque d'exposition au bruit est identifié dans le document unique d'évaluation des risques professionnels. Si elle est faite, elle est renouvelée au moins tous les 5 ans et est communiquée au médecin du travail, reste à disposition du CHSCT ou du CSE, de l'inspection du travail, des services de prévention des organismes de sécurité sociale et des organismes professionnels de santé, de sécurité et des conditions de travail.

L'évaluation et le mesurage, s'ils sont faits, se font par une personne compétente et peuvent se faire avec le concours du service de santé au travail. Ils sont réalisés lors de situations appropriées (exemples : modification des installations, modification du mode de travail, etc). Les résultats doivent pouvoir être consultables pendant 10 ans (faire en sorte que le support puisse être conservable pendant cette période).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

## 1.4 Actions à mettre en œuvre et Protection des travailleurs

Niveau d'exposition	Exigence
Quel que soit le niveau	<ul style="list-style-type: none"><li>- Évaluation du risque</li><li>- Suppression ou réduction au minimum du risque, en particulier à la source</li><li>- Consultation et participation des travailleurs pour l'évaluation des risques, les mesures de réduction, le choix des protecteurs individuels contre le bruit (PICB)</li><li>- Bruit dans les locaux de repos à un niveau compatible avec leur destination</li></ul>
Au-dessus de la valeur d'exposition inférieure déclenchant l'action (VAI) Lex, (8h) $\geq 80$ dB(A) ou $L_{p,c} \geq 135$ dB(C)	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mise à disposition des PICB</li><li>- Information et formation des travailleurs sur les risques et les résultats de leur évaluation, les PICB, la surveillance de la santé</li><li>- Examen audiométrique préventif proposé</li></ul>
Au-dessus de la valeur d'exposition supérieure déclenchant l'action (VAS) Lex, (8h) $\geq 85$ dB(A) ou $L_{p,c} \geq 137$ dB(C)	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en œuvre d'un programme de mesures de réduction d'exposition au bruit</li><li>- Signalisation des endroits concernés (bruyants) et limitation d'accès</li><li>- Contrôle de l'utilisation effective des PICB</li><li>- Contrôle de l'ouïe</li></ul>
Au-dessus de la valeur limite d'exposition (VLE) (compte tenu de l'atténuation du PICB) Lex, (8h) 87 dB(A) et $L_{p,c}$ 140dB(C)	<ul style="list-style-type: none"><li>- A ne dépasser en aucun cas ;</li><li>- Mesures de réduction d'exposition sonore immédiates</li></ul>

Lorsque l'évaluation met en évidence des risques pour les travailleurs, des mesures sont prises ; le CHSCT, le CSE ou les délégués du personnel sont consultés. (Cf Fiche VRE.16 Formations réglementaires).

## 1.5 Cas exceptionnels

Dans des cas exceptionnels où, en raison de la nature du travail et en l'absence d'alternative technique, l'utilisation permanente des protecteurs auditifs individuels est susceptible d'entraîner un risque plus grand pour la santé ou la sécurité que leur non-utilisation, l'inspecteur du travail peut accorder des dérogations aux dispositions de l'article R. 4432-3 et des 1° et 2° de l'article R. 4434-7 (Article R4437-1 du code du travail).

La dérogation accordée par l'inspecteur du travail est d'une durée d'un an, renouvelable. Elle est retirée dès que les circonstances qui l'ont justifiée disparaissent (Article R. 4437-4 du code du Travail).

## 2. Aération et assainissement des locaux de travail

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 29/08/2019

4/10

L'**assainissement des locaux de travail** et la ventilation concernent tous les lieux où le personnel doit intervenir et où il existe un risque lié à la **qualité de l'air**.

Les règles d'aération et d'assainissement sont définies en fonction de la nature et des caractéristiques des locaux.

Les parois internes du circuit d'arrivée d'air ne doivent pas faire de la poussière ou des substances dangereuses pour la santé des travailleurs.

L'entretien des équipements pour l'aération et l'assainissement doit être réfléchi lors de l'installation des équipements.

La ventilation des locaux permet :

- d'extraire tous les polluants ;
- d'aérer pour obtenir assez d'air neuf ;
- d'éviter les courants d'air et les variations de température ;
- d'obtenir un air purifié, sans odeurs gênantes.

On distingue 2 types de locaux :

- les locaux à **pollution non spécifique** (locaux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des locaux sanitaires) ;
- les locaux à **pollution spécifique** (locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine, locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires).

## 2.1 Locaux à pollution non spécifique

Pour ces locaux, la ventilation peut être sous forme naturelle ou mécanique.

Pour ces locaux, une ventilation naturelle permanente par des ouvertures accessibles et manœuvrables (fenêtres, portes...) est possible sous certaines conditions de volume et de travail :

Types de locaux	Volume minimal par occupant (en m <sup>3</sup> par heure)
Bureaux et locaux où sont effectués des travaux physiques légers	15
Autres locaux	24

Article R 4222-5 du Code du travail.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, il faut respecter un débit minimum d'air neuf à introduire (Article R 4222-6 du Code du travail) :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

5/10

Types de locaux	Débit minimal d'air neuf par occupant (en m <sup>3</sup> par heure)
Bureaux, locaux sans travail physique	25
Locaux de restauration, de vente, de réunion	30
Ateliers et locaux avec travail physique léger	45
Autres ateliers et locaux	60

Le recyclage de l'air est possible mais :

- il doit être recyclé avant réintroduction ;
- l'air recyclé n'est pas pris en compte pour le calcul du débit minimal d'air neuf introduit ;
- en cas de panne du système d'épuration ou de filtration, le recyclage doit être arrêté.

Il est interdit d'envoyer après recyclage dans un local à pollution non spécifique l'air pollué d'un local à pollution spécifique (Articles R 4222-8 et R 4222-9 du Code du travail).

## 2.2 Locaux à pollution spécifique

Dans les locaux à pollution spécifique, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par une personne, évaluées sur une période de huit heures, ne doivent pas dépasser respectivement 10 et 5 milligrammes par mètre cube d'air (Article R 4222-10 du Code du travail).

La ventilation doit être réalisée et son débit déterminé en fonction de la nature et de la quantité des polluants ainsi que, le cas échéant, de la quantité de chaleur à évacuer, sans que le débit minimal d'air neuf puisse être inférieur aux valeurs fixées pour les locaux à pollution non spécifique.

Lorsque l'air provient de locaux à pollution non spécifique, il doit être tenu compte du nombre total d'occupants des locaux desservis pour déterminer le débit minimal d'entrée d'air neuf (Article R 4222-11 du Code du travail).

A défaut d'être captés au fur et à mesure de leur production au plus près de leur source d'émission, doivent être supprimés (Article R.4222-12 du Code du travail) :

- les émissions sous forme de gaz ;
- les vapeurs ;
- les aérosols de particules solides ou liquides ;
- les substances insalubres, gênantes ou dangereuses.

Les principes à retenir :

- capter le polluant à la source (réseaux d'extraction) ;
- compléter le captage par une ventilation générale ;
- supprimer le risque (être en dessous des valeurs limites d'émissions polluantes) ;
- apporter de l'air de compensation et de l'air neuf traité ;
- concevoir des installations de ventilation qui ne gênent pas le personnel (courant d'air, température, humidité, bruit, vibration) ;
- organiser le traitement et le rejet des polluants.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Une consigne d'utilisation des installations d'aération doit être établie et également les mesures prises en cas de panne (tout cela est soumis au médecin du travail, au CHSCT, au CSE ou aux délégués du personnel).

L'établissement doit s'assurer que les installations pour l'aération et l'assainissement sont en bon état de fonctionnement.

Pendant des interventions (exemple : travaux, ...), l'aération des locaux doit être suffisante et l'atmosphère doit être saine même dans les endroits confinés (exemples : puits, conduites de gaz, cuves, réservoirs, ...).

Des Equipements de Protection Individuelle (EPI) adaptés et efficaces sont mis à disposition des travailleurs s'il n'est pas possible de mettre des mesures de protection collective. L'employeur prend les mesures qu'il faut pour que les EPI soient utilisés, maintenus en bon état et désinfectés si attribués à un autre travailleur.

En cas de recyclage, il existe un système de surveillance pour déceler des possibles défauts du système d'aération (les conditions de recyclage et toute modification/nouvelle installation est indiqué au médecin du travail, au CHSCT et aux délégués du personnel).

## 2.3 Vérifications

Toutes les installations de ventilation (y compris les tours aéro-réfrigérantes) doivent être vérifiées périodiquement :

Locaux à pollution non spécifique	Locaux à pollution spécifique
Tous les ans : <ul style="list-style-type: none"><li>- débit global minimal d'air neuf,</li><li>- examen de l'état des éléments de l'installation,</li><li>- conformité des filtres de rechange à la fourniture initiale,</li><li>- dimensions, perte de charge des filtres,</li><li>- examen de l'état des systèmes de traitement de l'air (humidificateurs-échangeurs),</li><li>- pressions statiques et vitesses de l'air.</li></ul>	Tous les ans : <ul style="list-style-type: none"><li>- débit global d'air extrait,</li><li>- pressions statiques et vitesses de l'air,</li><li>- examen de l'état de tous les éléments de l'installation ;</li></ul> Tous les 6 mois (s'il y a un système de recyclage) : <ul style="list-style-type: none"><li>- concentrations en poussières dans les gaines de recyclage ou à leur sortie dans un écoulement canalisé,</li><li>- contrôle de tous les systèmes de surveillance.</li></ul>

*Selon Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail, JO du 22 octobre 1987.*

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

7/10

### 3. Pollution de l'air par les eaux usées

Les possibles émanations provenant des égouts, fosses, puisards, ... ne doivent pas contaminer l'atmosphère des locaux.

Un intercepteur hydraulique doit être présent entre l'établissement et l'égout (régulièrement nettoyé et garde d'eau toujours pleine).

### 4. Eclairage

Ce paragraphe concerne :

- les locaux de travail, y compris les dépendances, les passages et les escaliers ;
- les espaces extérieurs où sont accomplies des interventions permanentes ;
- les zones et voies de circulation extérieures empruntées de façon habituelle pendant les heures de travail.

Cet éclairage sert notamment à éviter la fatigue visuelle (et ses conséquences comme des affections de la vue) et à percevoir plus facilement les risques (exemple : chariot élévateur en mouvement). Il faut utiliser autant que possible la lumière naturelle.

*Selon article R. 4223-4. du code du travail*

Tableau des valeurs minimales de luminosité pour les locaux affectés au travail	
Voies de circulation intérieures	40 lux
Voies de circulation extérieures	10 lux
Escaliers et zones de stockage	60 lux
Zones de travail, vestiaire, installations sanitaires	120 lux
Locaux aveugles avec travail permanent	200 lux
Espaces extérieurs avec travail permanent	40 lux

L'éclairage est adapté à la nature et à la précision des travaux à effectuer.

Les zones de travail sont protégées du rayonnement solaire gênant (protections fixes ou mobiles, conception des ouvertures).

Les zones de travail, de réglage ou de maintenance d'un équipement de travail sont convenablement éclairées en fonction des travaux à accomplir.

L'éclairage entre un poste de travail et l'éclairage général doit être proportionnel de 1 à 5. Par exemple, si l'éclairage des postes est de 1000 lux, l'éclairage moyen général ne doit pas être inférieur à 200 lux.

Les sources d'éclairage ne doivent pas compromettre la sécurité. Les travailleurs doivent être protégés :

- être protégés de l'éblouissement ;
- des effets thermiques des sources d'énergie ;
- du risque de brûlure.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

8/10



Les commandes d'éclairage sont accessibles et dans les locaux aveugles, ils doivent être munis de voyant lumineux.

L'établissement doit fixer les règles d'entretien pour l'éclairage ; elles sont consignées dans un document et transmises au CHSCT, au CSE ou aux délégués du personnel.

#### 4.1 Valeurs minimales aux postes de travail

Une première distinction est faite entre les travaux demandant une précision visuelle et ceux qui ne l'exigent pas.

Les mesures au poste de travail se font de deux manières :

- mesure de la lumière reçue au poste de travail par un luxmètre ;
- mesure de la lumière émise (luminance) par un luminancemètre.

Un éclairage normal se situe entre 300 et 500 lux. Pour les travaux de précision, un éclairage particulier (entre 700 et 1000 lux) peut être apporté par la présence de luminaires complémentaires (solution souvent la plus économique).

La circulaire du 11 avril 1984 donne des exemples de valeur minimale d'éclairement pour un type d'activité au poste de travail :

Type d'activité	Eclairement minimal (lux)
Mécanique moyenne, dactylographie, travaux de bureau	200
Travail sur petites pièces, bureau de dessin	300
Mécanique fine, gravure, comparaison de couleurs, industrie de vêtement	400
Mécanique de précision, électronique fine, contrôles divers	600
Tâche difficile dans l'industrie ou les laboratoires	800

## 5. Ambiance thermique au travail

Le Code du travail oblige l'employeur à procéder à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs liés à l'ambiance thermique (Article R 4121-1 du Code du travail).

La température des locaux doit pouvoir être adaptable à l'organisme humain pendant le temps de travail. La température des locaux sociaux (locaux sanitaires, locaux de restauration, locaux médicaux, etc.) doit pouvoir également être adaptable.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

9/10

Les locaux fermés sont chauffés pendant la saison froide pour une température convenable. Cette température varie en fonction de la nature des locaux (locaux de travail, locaux de restauration, locaux de pause...) (Articles R 4223-13 et R 4223-14 du Code du travail).

Pour la protection contre le froid et les intempéries, l'établissement prend avis du médecin du travail et du CHSCT, du CSE ou des délégués du personnel.

Aucune indication de température n'est donnée dans le Code du travail.

Les constructions nouvelles, abritant des locaux affectés au travail, doivent permettre d'adapter la température à l'organisme humain pendant le travail, compte tenu des méthodes de travail et des contraintes physiques supportées par les travailleurs (Article R 4213-7 du Code du travail).

De plus, les travailleurs doivent disposer soit d'un local leur permettant de rester dans des conditions de nature à préserver leur santé et leur sécurité en cas de survenance de conditions climatiques susceptibles d'y porter atteinte, soit d'aménagements de chantiers les garantissant dans des conditions équivalentes (Article R 4534-142-1 du Code du travail).

L'employeur prend, après avis du médecin du travail et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, du CSE ou, à défaut, des délégués du personnel, toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid et les intempéries (R4223-15).

Les postes de travail extérieurs sont aménagés de telle sorte que les travailleurs dans la mesure du possible, soient protégés contre les conditions atmosphériques (R4225-1).

Lorsque des conditions particulières de travail conduisent les travailleurs à se désaltérer fréquemment, l'employeur met gratuitement à leur disposition au moins une boisson non alcoolisée. Les boissons et les aromatisants mis à disposition sont choisis en tenant compte des souhaits exprimés par les travailleurs et après avis du médecin du travail (R4225-3).

Dans les locaux fermés où les travailleurs sont appelés à séjourner, l'air est renouvelé de façon à (R4222) :

- Maintenir un état de pureté de l'atmosphère propre à préserver la santé des travailleurs ;
- Eviter les élévations exagérées de température, les odeurs désagréables et les condensations.

S'agissant de l'exercice du droit de retrait des salariés, il est rappelé que celui-ci s'applique strictement aux situations de danger grave et imminent. Il est soumis à l'appréciation des tribunaux (Articles L 4131-1 et suivant du Code du travail).

Les normes incendies doivent être prises en compte lors de l'installation des appareils de chauffage (Article R 4227-15 du Code du travail).

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 29/08/2019

10/10